

ACTION URGENTE

ÉGYPTE. TROIS JOURNALISTES DÉTENUS ARBITRAIREMENT

Le 26 novembre 2019, des policiers en civil ont arrêté arbitrairement trois journalistes, Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah, dans un café du quartier de Dokki, au Caire. Ils ont saisi leurs téléphones mobiles, leurs ordinateurs portables et leur voiture. Le lendemain, le parquet de la Sûreté de l'État a placé Solafa Magdy et Mohamed Salah en détention dans l'attente des résultats d'une enquête pour « adhésion à un groupe terroriste » et « diffusion de fausses nouvelles », Hossam el Sayed étant quant à lui inculpé d'« appartenance à un groupe terroriste ». En détention, des membres de l'Agence nationale de sécurité ont frappé Solafa Magdy au bras droit et au côté quand elle a refusé de leur donner accès au contenu de son téléphone portable. Le parquet a prolongé de 15 jours la détention des journalistes dans l'attente des conclusions de l'enquête.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Procureur général
Hamada al-Sawi
Office of the Public Prosecutor
Madinat al-Rehab
Cairo, Égypte
Fax : +202 2577 4716
Courriel : m.office@ppo.gov.eg*

Monsieur le Procureur général,

*Le 26 novembre 2019, des policiers en civil ont arrêté arbitrairement trois journalistes, **Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah**, dans un café du quartier de Dokki, au Caire. Ils ont saisi leurs téléphones mobiles et la voiture de Solafa Magdy, et ont emmené les trois journalistes au poste de police de Dokki. Des membres de l'Agence de sécurité nationale ont agressé verbalement Solafa Magdy et l'ont frappée au bras droit et au côté quand elle a refusé de leur donner le code de son téléphone portable. Lors du premier interrogatoire, les membres de l'Agence de sécurité nationale ont interrogé les trois journalistes dans un lieu inconnu. Les questions portaient sur leur travail journalistique, leurs employeurs et leurs revenus, ainsi que sur leurs activités militantes en faveur de leur amie Abraa Abdelfattah, une autre journaliste et militante détenue.*

Le lendemain, le parquet de la Sûreté de l'État a ordonné le placement en détention de Solafa Magdy et de Mohamed Salah en lien avec des charges forgées de toutes pièces d'« adhésion à un groupe terroriste » et de « diffusion de fausses nouvelles », Hossam el Sayed étant pour sa part inculpé d'« appartenance à un groupe terroriste ». Hossam el Sayed et Mohamed Salah sont actuellement incarcérés dans la prison de Tora, au Caire, et Solafa Magdy dans la prison pour femmes d'Al Qanater, dans le gouvernorat de Qalyubia, dans l'attente des conclusions d'une enquête menée dans le cadre de l'affaire n° 488 de 2019, qui porte sur les manifestations antigouvernementales de mars 2019.

Amnesty International considère que Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah sont des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exercé leur métier de journaliste et pour avoir défendu des victimes de violations des droits humains.

En conséquence, je vous prie instamment de libérer Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah dans les meilleurs délais et sans condition. Je vous appelle également à veiller à ce que, dans l'attente de leur libération, ces personnes puissent régulièrement consulter leurs avocats, communiquer avec leurs proches et bénéficier de soins médicaux, et à ce qu'elles soient protégées contre la torture et les autres formes de mauvais traitements. Enfin, j'engage les autorités égyptiennes à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exercé leur travail légitime de journaliste et pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah sont des journalistes indépendants qui travaillent pour différents médias. Solafa Magdy et Hossam el Sayed sont mariés et ont un fils de sept ans. Amnesty International pense que la détention de ces personnes est uniquement liée à leurs écrits et à leur militantisme sur les réseaux sociaux visant à défendre les prisonniers d'opinion et les victimes de violations des droits humains, notamment leur amie Esraa Abdelfattah, une journaliste et militante qui est également en détention.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Abdel Fattah al Sissi, les autorités ont bloqué arbitrairement au moins 515 sites Internet, perquisitionné au moins huit médias et/ou fermé leurs bureaux, et arrêté arbitrairement de nombreux journalistes. À la connaissance d'Amnesty International, 37 journalistes, sinon plus, sont actuellement détenus depuis 2014. Au moins 20 d'entre eux ont été arrêtés et placés en détention uniquement pour avoir fait leur métier, par exemple pour avoir effectué un travail de terrain, publié un article ou une interview, ou encore couvert des manifestations antigouvernementales.

L'arrestation de Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah intervient dans le contexte de la répression consécutive aux manifestations de septembre, la plus vaste à s'être abattue sur les voix dissidentes depuis 2014, et deux jours après la perquisition des locaux du site indépendant d'information *Mada Masr* et la détention de courte durée de quatre journalistes de ce site, qui ont tous été libérés le jour même.

Les 20 et 21 septembre 2019, des manifestations éparses ont éclaté dans des villes un peu partout en Égypte, réclamant la démission du président Abdel Fattah al Sissi. Ce mouvement de protestation a été déclenché par la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos où Mohamed Ali, un entrepreneur ayant travaillé pour l'armée égyptienne, accusait des chefs militaires et le président d'avoir dilapidé des fonds publics en faisant construire des propriétés de luxe. Amnesty International a [rassemblé des informations](#) montrant que les forces de sécurité égyptiennes ont procédé à de très nombreuses arrestations de manifestants pacifiques, de journalistes, d'avocats spécialisés dans la défense des droits humains, de militants et de personnalités politiques dans le but de faire taire les critiques et d'empêcher d'autres manifestations. Selon des avocats égyptiens spécialisés dans les droits humains, les autorités ont arrêté au moins 4 000 personnes pour leur participation ou leur soutien présumés aux manifestations. Les autorités ont ordonné le placement en détention provisoire d'au moins 3 715 personnes dans l'attente des résultats d'investigations sur des charges de « terrorisme », dans le cadre de la plus vaste enquête pénale jamais menée à la suite de manifestations en Égypte.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : arabe, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 29 JANVIER 2020.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM, PRÉNOM ET PRONOM À UTILISER : Solafa Magdy (elle), Hossam el Sayed (il) et Mohamed Salah (il)